



LETTRE DE CONSULTATION

REF. MARCHE : 25-971-036

**TRAVAUX DE RENFORCEMENT ACOUSTIQUE DES BUREAUX SYNDICAUX DE LA
CGSS DE GUADELOUPE ET DE SAINT-MARTIN – (P345) A PROVIDENCE ABYMES**

La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin (CGSS) met en concurrence des entreprises pour les travaux de renforcement acoustique des bureaux syndicaux de LA CGSS DE GUADELOUPE ET DE SAINT-MARTIN – (P345) à Providence 97139, Les ABYMES.

Les prestations sont décrites au cahier des charges (ci-dessous) / descriptif technique (pièce jointe).

Si vous souhaitez répondre à cette consultation, il convient de nous adresser par courriel , avant le 17 Novembre 2025 à 12 Heures (heure de Guadeloupe) à l'adresse service.marches@cgss-guadeloupe.fr les éléments suivants :

- ELEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
- Une liste des principaux travaux fournis au cours des cinq dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- La copie de la police d'assurance des risques professionnels du candidat en cours de validité.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat,
- Une copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire.

- ELEMENTS RELATIFS A L'OFFRE

- Le DPGF renseigné et signé
- Le calendrier prévisionnel des travaux
- Une attestation de visite
- Le cadre de réponse technique

Critère de sélection des offres :

Nombre de critères	Critères	Pondérations
1	Prix	50 %
2	Délai d'exécution des travaux (sur la base du calendrier prévisionnel fourni)	30 %
3	Critère environnemental : Description de la méthodologie de la gestion, de l'organisation du chantier pour trier et évacuer les déchets.	20 %

Délai de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres

Variantes non autorisées

Recours aux négociations : Oui

Visites de sites : Obligatoire

Les candidats sont tenus d'effectuer une visite du site, avant la remise de leur offre. L'adresse est indiquée à ARTICLE 14-du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Le cadre d'attestation de visite fourni aux candidats doit être rempli après la visite et retourné obligatoirement avec l'offre.

Les visites se dérouleront au plus tard le 14/11/2025 avant 12 heures. Une prise de rendez-vous préalable avec le service est nécessaire. Les personnes à contacter sont :

- Monsieur Cédric BALON - cedric.balon@cgss-guadeloupe.fr

Tél : +590 690 54 06 19

- M. Dominique ATEXIDE – dominique.atexide@cgss-guadeloupe.fr
Tél : +590 690 58 21 14

- Mme Danie BOULA – danie.boula@cgss-guadeloupe.fr
Tel: +590 690 68 77 37

Afin d'éviter toute contestation ultérieure, l'opérateur économique n'ayant pas effectué la visite obligatoire, devra attester sur l'honneur avoir une parfaite connaissance des sites et en apporter la preuve : notamment en fournissant une attestation de visite renseignée lors de précédente consultation ayant un objet similaire.

Liste des pièces constitutives du Dossier de Consultation des Entreprises:

- la DPGF
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la CGSS font seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- la présente lettre de la consultation (LC);
- la lettre de candidature (DC1);
- les déclarations du candidat (DC2);
- l'attestation de visite ;
- le cadre de réponse technique.

Les pièces à produire par le pressenti sont :

- a) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité Sociale, datant de moins de 6 mois.
- b) les copies des attestations et certificats fiscaux prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales.
- c) une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, précisant la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-2 du code du travail).
- 2) Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail :
 - a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), OU
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, OU
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, OU
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.



CAHIER DES CONDITIONS PARTICULIERES (CCP)

REF. MARCHE : 25-971-036

**TRAVAUX DE RENFORCEMENT ACOUSTIQUE DES BUREAUX SYNDICAUX DE LA
CGSS DE GUADELOUPE ET DE SAINT-MARTIN – (P345) A PROVIDENCE ABYMES**



CLAUSES ADMINISTRATIVES (CA)

REF. MARCHE : 25-971-036

**TRAVAUX DE RENFORCEMENT ACOUSTIQUE DES BUREAUX SYNDICAUX DE LA
CGSS DE GUADELOUPE ET DE SAINT-MARTIN – (P345) A PROVIDENCE ABYMES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES.....	7
ARTICLE 2- OBJET DU MARCHÉ	7
ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT	7
ARTICLE 4- PROCEDURE ET FORME.....	7
ARTICLE 5- DUREE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 6- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 7- FACTURATION	8
ARTICLE 8- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	9
ARTICLE 9- SUIVI DE L'OBLIGATION DE VIGILANCE – MARCHÉ	9
ARTICLE 10- CONFIDENTIALITE ET SECURITE	9
ARTICLE 11- REGLEMENT DES LITIGES.....	10
ARTICLE 12- DEROGATIONS AU CCAG–TRAVAUX.....	11
ARTICLE 13- MAÎTRISE D'OUVRAGE	13
ARTICLE 14- LIEUX D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
ARTICLE 15- DESCRIPTIF DES TRAVAUX	13
ARTICLE 16- ECHANTILLONS	14
ARTICLE 17- QUALIFICATIONS.....	14
ARTICLE 18- RECONNAISSANCE ET ETAT DES LIEUX	14
ARTICLE 19- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15

ARTICLE 1-PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin(CGSS) qui est l'organisme contractant et qui conclut le marché avec son titulaire ;
- Le Titulaire est le prestataire qui conclut le marché avec la CGSS.

Le pouvoir adjudicateur est le représentant de l'organisme dans la passation et le suivi de l'exécution du marché soit Monsieur le Directeur de la CGSS.

ARTICLE 2-OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux de renforcement acoustique des bureaux syndicaux au siège de la CGSS de Guadeloupe et de Saint-Martin situés à l'espace Amédée Fengarol (P345) à Providence

Les détails des prestations et les lieux d'exécution de la prestation à réaliser sont décrits à la partie clause techniques du présent document.

ARTICLE 3-ALLOTISSEMENT

Sans objet.

ARTICLE 4-PROCEDURE ET FORME

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à exécution ordinaire.

Il est soumis à l'arrêté du 19 juin 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale

ARTICLE 5-DUREE DU MARCHÉ

La durée des travaux est déterminée par le titulaire du marché en fonction des ressources et moyens dont il dispose.

Cette durée doit prendre en compte le calendrier prévisionnel remis par le titulaire lors du dépôt de son offre.

Les travaux commenceront à compter de la transmission du bon de commande par la CGSS de la Guadeloupe et de Saint-Martin.

La durée d'exécution des travaux ne peut excéder 4 mois.

ARTICLE 6-PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- Les bordereaux de prix, devis et bons de commandes
- Le présent cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi remis par le Titulaire comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- L'offre technique du titulaire; cadre de réponse technique renseigné

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

Dans ce cas, la CGSS informe le titulaire et lui demande de remplir un nouveau bordereau des prix pour le(s) site(s) concerné(s). Cette évolution fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7-FACTURATION

Dans le cadre de la modernisation de la commande publique, et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, la CGSS de la Guadeloupe s'engage dans la réception dématérialisée des factures de ses fournisseurs.

- **CHORUS PRO**

Nous vous invitons à utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro pour la transmission de vos factures sous forme dématérialisée.

S'agissant d'une évolution des modalités de facturation dans le cadre du marché en cours, si vous optez pour cette solution, il conviendra préalablement de nous informer par retour de mail, de la date effective d'utilisation du portail Chorus Pro pour la transmission des factures au format dématérialisé.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CGSS en tant que destinataire de la facture : 314 572 025 00307
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.
Pour vous : Service Achats Marchés – code : 3621
- Le numéro d'engagement :

Marché : mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié

Contrat : indiquer le numéro du contrat

Bons de commande : indiquer le numéro

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- Le nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Le nom et adresse du destinataire ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du présent contrat ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- La date d'émission de la facture ;
- Les prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- Le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C;
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Enfin, vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Vous avez également la possibilité de faire parvenir vos factures par voie postale uniquement, pas de dépôt sur place.

Concernant les modalités de règlement, celles-ci restent inchangées.

- **ADRESSE DE FACTURATION**

Afin de faciliter le traitement de vos factures, nous vous prions de tenir compte de l'adresse suivante en tant qu'adresse de facturation :

CAISSE GENERALE DE SECURITE SOCIALE DE LA GUADELOUPE
DEPARTEMENT DES ACHATS - SERVICE ACHATS ET MARCHES
PARC D'ACTIVITES PROVIDENCE- ZAC DE DOTHEMARE - CS 38104
97181 LES ABYMES CEDEX

Toutes factures présentant une adresse de facturation différente de celle-ci sera rejetée sur CHORUS PRO.

ARTICLE 8-CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

8.1 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire prend des mesures pour limiter autant que possible, les émissions de CO2

8.2 CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en matière d'emploi des personnes en situation de handicap et à favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

ARTICLE 9-SUIVI DE L'OBLIGATION DE VIGILANCE – MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article R2143-8 du code de la commande publique et de l'article D 8222-5-1° du Code du travail le titulaire doit fournir les documents suivants :

- a) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité Sociale, datant de moins de 6 mois.
- b) les copies des attestations et certificats fiscaux prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales.
- c) une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, précisant la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-2 du code du travail).
- 2) Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail :
 - a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), OU
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, OU
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, OU
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

ARTICLE 10-CONFIDENTIALITE ET SECURITE

10.1 ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- . Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,

- . Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

10.2 VERIFICATION DU RESPECT DES ENGAGEMENTS

L'organisme, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le titulaire, des engagements mis à sa charge en terme de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour mettre à disposition de l'organisme, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements, et indépendamment des sanctions encourues, l'organisme pourra décider de résilier le marché.

10.3 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Si pour l'exécution du présent marché le titulaire a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

10.4 EXCEPTIONS A LA CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité dans le cas où :

- . La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- . Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

10.5 DUREE DES OBLIGATIONS

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 11-REGLEMENT DES LITIGES

Les parties peuvent recourir à l'arbitrage.

En cas de recours judiciaire, les tribunaux français sont seuls compétents.

11.1 LITIGES RELATIFS A L'EXECUTION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'exécution est le Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre, 7 rue Victor Hugues, 97110 POINTE A PITRE.

Tél : 0590 89 69 50

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

11.2 LITIGES RELATIFS A LA PASSATION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à la passation est le Tribunal Judiciaire de Fort-de-France, 35 Bd du Gal de Gaulle, 97200 FORT DE FRANCE.

Tél : 0596 48 41 41

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

ARTICLE 12-DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Articles CCAP	Articles CCAG - TRAVAUX	Objet de la dérogation
ARTICLE 6- Erreur ! Source d u renvoi introuvable.	4.1	Ordre de priorité des pièces



CLAUSES TECHNIQUES (CT)

REF. MARCHE : 25-971-036

**TRAVAUX DE RENFORCEMENT ACOUSTIQUE DES BUREAUX SYNDICAUX AU SIEGE
DE LA CGSS DE GUADELOUPE ET DE SAINT-MARTIN SITUES A L'ESPACE AMEDEE
FENGAROL (P345) A PROVIDENCE ABYMES**

ARTICLE 13-MAÎTRISE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage est la Caisse Générale de Sécurité Sociale de Guadeloupe et de Saint-Martin – Parc d'Activités La Providence, Zac de Dothémare – espace Amédée Fengarol – CS 38104 – 97181 Les Abymes Cedex.

ARTICLE 14-LIEUX D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux sont à effectuer dans les bureaux et selon l'ordre de priorité ci-après :

SITE	ORDRE DE PRIORITE	OBJET
ESPACE AMEDEE FENGAROL (P345)	1	Bureaux B003 à B005 : Cloisons isophoniques, faux-plafond, carrelage, menuiserie et peinture.
	2	Bureaux H009 à H011 : Cloisons isophoniques, faux-plafond, carrelage, menuiserie et peinture.
	3	Bureaux H011 et H054 : cloisons isophoniques, faux-plafond, plomberie, carrelage, menuiserie et peinture.

ARTICLE 15-DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Dans le cadre de l'exécution de ses travaux, le titulaire a à sa charge sans supplément de prix, l'exécution de tous ceux même non mentionnés au présent CCTP, nécessaires à la parfaite et complète finition des ouvrages, tels que les travaux préparatoires etc.

Le titulaire prévoit tous travaux et fournitures nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages envisagés.

Les prestations portent sur les points suivants :

15.1 TRAVAUX PREPARATOIRES

- Dépose soignée des faux-plafonds existants
- Dépose du châssis vitré y compris évacuation à la décharge
- Dépose soignée de bloc-portes stratifiés ferrés laqués blancs 2050x950 (pour restitution à la CGSS)
- Démolition de l'ancienne cloison y compris évacuation à la décharge
- Dépose des sanitaires, alimentations et vidanges et toutes sujétions y compris évacuation à la décharge (BUREAU H054)

15.2 CLOISONS ISOPHONIQUES

- Obstruction des baies des portes par création de cloisons isophoniques en plaque de plâtre 2 BA13 par face. Pose des plaques de plâtre en quinconce, compris ossature, isolant, fixations et toutes sujétions (BUREAUX B004 et B005)

- Réalisation de cloisons isophoniques en plaque de plâtre 2 BA13 (toute hauteur) par face, compris ossature avec renfort au droit du mûr à agencer, isolant, fixations et toutes sujétions (BUREAUX B003 et B004 - H009 - H010)

Protection des bas de cloisons par la mise en œuvre de plinthes identique à l'existant y compris barrière phonique de chaque côté de la cloison (Tous les bureaux)

Le titulaire doit se conformer à la norme NF S31-080 Bureaux et espaces associés de janvier 2006 et aux normes en vigueur (Code du travail, DTU, cahiers du CSTB, etc.)

15.3 FAUX-PLAFONDS

- Modification et remise en état identique à l'existant des faux plafonds y compris ossature (en partie), fixations et toutes sujétions (BUREAUX B003 – B004 - H009 - H010 - H011 - H054)

- Repose des dalles de faux-plafonds existants (60 x 60 Ep 22mm) en laine de roche pourvu d'un voile peint (BUREAU B003)

Remplacement des dalles de faux-plafonds existants par des dalles minérales acoustique (60 x 60 Ep 40mm) en laine de roche pourvu d'un voile peint y compris ossature (en partie), fixations et toutes sujétions (BUREAUX B004 - H009 - H010 – H011 – H054)

15.4 CARRELLAGE

- Remise en état du carrelage par des carreaux identiques à l'existant (BUREAU H054)
- Remise en état par la mise en œuvre de plinthes identique à l'existant y compris barrière phonique (Bureaux H011 - H054)

15.5 PEINTURE - ENDUITS

Application d'une peinture mate lessivable sur cloison plaque de plâtre (Bureaux B004 - H009 - B005 - H009 - H010)

Projection d'enduits sur les surfaces créées (BUREAUX B004 - B003 - B005 - H009 - H010 - H011 - H054)

15.6 MENUISERIES

- Fourniture de bloc-portes de type isophonique 1 ventail avec revêtement stratifié à âme pleine avec huisserie en aluminium laqué à double feuillure et toutes autres sujétions de finitions (BUREAUX B004 - H009 - H011)
- Fourniture de bloc-portes stratifiés ferrés laqués blancs 2050 x 950 et toutes autres sujétions de finition (BUREAU H010)

15.7 ELECTRICITE

- Déplacement des prises électriques, de perches et commande de climatiseur (tous les bureaux)
- Tous les travaux seront exécutés dans le respect des règles de sécurité et de protection de l'environnement.

ARTICLE 16-ECHANTILLONS

Les matériaux fournis et employés sont toujours de première qualité et ne sont mis en œuvre, qu'après agrément du Maître de l'Ouvrage qui peut éventuellement demander des essais aux frais de l'entreprise.

Le titulaire prend toutes précautions et mesures utiles pour assurer la parfaite conservation des matériaux qu'il soumet au préalable au Maître de l'Ouvrage pour validation. Il répond de leur état jusqu'à la réception des travaux.

En fin de chantier, il doit la vérification, le contrôle, l'ajustage éventuel et la révision de tous les ouvrages.

ARTICLE 17-QUALIFICATIONS

Le titulaire doit disposer de certifications ou habilitations (travaux de menuiserie, formation en technique de cloisonnement et d'isolation acoustique, formation électrique etc.) nécessaires pour garantir une installation conforme et sécurisé des équipements.

Le titulaire doit fournir les attestations, ainsi que la preuve de ses qualifications. Le titulaire doit également prouver que son personnel est bien habilité et qualifié.

ARTICLE 18-RECONNAISSANCE ET ETAT DES LIEUX

Par le fait d'avoir remis leurs offres, les entreprises sont réputées :

S'être rendues sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,

Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont rattachées,

Avoir pris connaissance de la vétusté de certains éléments existants, le cas échéant,

Avoir pris connaissance de la nature des matériaux constituant les locaux,

Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique etc.,

Avoir pris connaissance de tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligation,

Avoir pris connaissance de l'origine et de la provenance des matériaux devant être remplacés, afin de déterminer les possibilités de remplacement à l'identique, ou au contraire par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;

Avoir pris connaissance en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux énumérés dans le présent descriptif technique et sur leur coût.

En résumé, les entreprises sont réputées avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

État des lieux

Un état des lieux contradictoire des existants est établi avant le début des travaux et à la fin du chantier. Dans le cas de dégradations constatées, les frais de remise en état sont à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 19-MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

19.1 HORAIRE DE TRAVAIL

Les prestations sont à exécuter du lundi au vendredi en horaire de chantier comme suit :
Travaux préparatoires - Création placoplâtre - Carrelage (plinthes) - Menuiseries Faux-plafond
Vendredi : 17h - 22h - Samedi : 8h - 22h
Peinture
Vendredi : 14h - 22h - Samedi : 8h - 22h

19.2 LISTE DU PERSONNEL

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations, objet de la présente consultation. Elles doivent posséder la qualification professionnelle, l'habilitation et les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le titulaire présente les justifications correspondantes à chaque demande du Maître d'ouvrage.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable désigné par le titulaire, est l'interlocuteur du Maître d'ouvrage. Toute nomination ou changement de responsable est soumis à son agrément préalable.

Le Maître d'ouvrage peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de 15 jours, ce délai peut être réduit à 24 heures si le motif provient d'un non-respect des clauses de la présente consultation ou en cas de faute grave.

Dans ce cas, le niveau de qualification doit être supérieur ou égal à celui du personnel remplacé.

19.3 HYGIENE ET SECURITE

La durée des travaux, le titulaire prend toutes dispositions et précautions utiles, pour assurer dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures pour assurer :

- L'accès aux bâtiments par ses ouvriers
- Le bon déroulement des travaux
- Le respect des règles d'hygiène et de sécurité
- La protection du mobilier et des équipements dans l'espace de travail (par bâchage ou autre moyens)
- La protection des revêtements des sols carrelages
- Le nettoyage des espaces de travail après exécution, l'entretien et le nettoyage des zones concernées par les travaux
- La gestion des déchets
-

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers etc.

19.4 MESURES CONSERVATOIRES

Les protections à mettre en place dépendent de la nature et de l'importance des travaux. Il peut s'agir selon le cas de bâches de protection, de garde-gravois, de recouvrements par films plastique, d'écrans anti-poussière, tous autres dispositifs s'avérant nécessaires. Le titulaire met en place les protections utiles à l'exécution de ses propres ouvrages.

Toutes ces protections doivent être efficaces et maintenues pendant la durée nécessaire.

Les frais consécutifs aux mesures de protection sont à la charge de l'entreprise et compris dans son offre.

19.5 BRUIT DE CHANTIER

Le titulaire veille à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation et prend toutes dispositions utiles à cet effet, en cas d'intervention complémentaires durant la semaine.

19.6 PERCEMENTS - REBOUCHAGES - RACCORDS

Tous les percements, trous, tranchées, rebouchages dans les murs, cloisons, planchers etc., existants ou indispensables à la réalisation des travaux, sont effectués par le titulaire, avec les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants.

Le titulaire réalise les raccords de plâtre ou autres, selon le cas :

- Percements

Les percements sont exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants.

- Rebouchages :

Les rebouchages s'effectuent avec des matériaux identiques.

- Raccords de peinture :

Les raccords de peinture sont à la charge du titulaire et sont à réaliser par peinture d'un ton adapté.

Les travaux de peinture sont garantis, selon les conditions et la durée définies par le fabricant des matériaux utilisés. Le titulaire fournit toutes les documentations techniques de chacun des produits utilisés avant le démarrage de chantier.

Si un problème de tenue ne provient pas de la qualité des matériaux employés, le titulaire reste responsable tant sur les préparations des fonds, que sur l'application du produit.

19.7 NETTOYAGE

Pendant la durée des travaux, le titulaire assure avec le plus grand soin le nettoyage des locaux où il est intervenu. Il a également à sa charge, l'enlèvement des gravois, le balayage des sols, l'évacuation des déchets hors du chantier.

Il prend toutes les dispositions afin de maintenir le chantier en parfait état de propreté.

En fin de travaux, il doit enlever les protections et effectuer les nettoyages nécessaires dans les locaux, de même que ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois. Les frais liés aux nettoyages restent à sa charge.

19.8 RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des ouvrages marque le point de départ des garanties des travaux. Le titulaire est tenu, de vérifier la conformité de tous les équipements et installations et de mettre à disposition du Maître d'ouvrage, tous les documents nécessaires pour effectuer les contrôles.